

(Deutsche Version unten)

Dossier de Presse

Le Conseil Fédéral contre la sécurité alimentaire : les positions d'Uniterre et de l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire

Conférence de presse du 7 septembre 2017

Interventions:

- Pierre-André Tombez, président de l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire :
« Contre-projet sur la sécurité alimentaire, craintes justifiées » (FR)
- Rudi Berli, secrétaire Uniterre : « Le Conseil Fédéral dévoile ses véritables intentions » (DE)

**Intervention de Pierre-André Tombez, président de l'Alliance
pour la Souveraineté Alimentaire :**
« Contre-projet sur la sécurité alimentaire, craintes justifiées »

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire a décidé de s'opposer au contre-projet sur la sécurité alimentaire lors de son assemblée générale qui s'est tenue le 23 août au soir à Berne, en raison de craintes liées aux alinéas c) et d) ; que je détaillerai ci-après.

Or, c'était sans compter sur la sortie du rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 15.3928 Baumann du 23 septembre 2015 « **Mesures contre la désindustrialisation dans le secteur agroalimentaire** ».

En effet, l'alinéa c) « l'agriculture et le secteur alimentaire doivent répondre aux exigences du marché ». A quelles exigences et à quel « marché » faut-il se soumettre? A celui qui prévaut actuellement, dominé par un oligopole formé de deux grands distributeurs qui détiennent 80% des parts du marché et qui ne laissent que des miettes aux paysans et aux ouvriers agricoles ?

Le rapport du Conseil Fédéral du 30 août indique clairement que « *L'analyse parvient à la conclusion que le niveau élevé des prix des matières premières agricoles en Suisse est un défi capital pour la compétitivité du secteur de la transformation alimentaire, défi qui vient s'ajouter à la force du franc et aux coûts des autres facteurs de production déjà élevés pour toute l'industrie en Suisse.* » Et prenant l'exemple de la filière du sucre, voici ce que l'on peut y lire : « *Pour augmenter sa compétitivité, l'industrie sucrière est priée de réduire les coûts moyens unitaires, et ce à tous les niveaux, depuis la culture de la betterave jusqu'à la transformation en passant par le transport.* »

Le Conseil Fédéral a clairement choisi quel marché privilégié, celui de la compétitivité, du libéralisme à outrance, qui encore une fois sacrifiera les paysans et ouvriers agricoles.

Ensuite, l'alinéa d) qui demande que la Confédération crée les conditions pour « des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire », nous interpelle, d'autant plus quand on lit en conclusion du rapport du Conseil Fédéral que « *une ouverture complète et progressive du marché agroalimentaire suisse pour les importations engendrerait non seulement une augmentation de la compétitivité de l'industrie indigène, mais aussi des gains de prospérité pour l'ensemble de l'économie.* »

Comment est-il possible de répondre à « *contribuer au développement durable de l'agriculture* », comme stipulé dans l'alinéa d) quand on lit des recommandations telles que celles du rapport du Conseil Fédéral ! Comment est-il possible de développer un commerce équitable permettant aux paysans des quatre coins du globe d'obtenir des revenus comparables au reste de la population tout en continuant tête baissée dans la libéralisation, le libre-échange, modèle économique qui n'a depuis des décennies que provoqué baisses des prix, impacts socio-environnementaux catastrophiques et disparition de l'agriculture paysanne. Plus de marché est incompatible avec plus de durabilité. L'Alliance pour la souveraineté alimentaire ne s'oppose pas au commerce ; elle estime que celui-ci doit être développé sur la coopération plutôt que la compétition. Le rapport lui, prône la compétition, la compétitivité ... et nous ne connaissons pas de cas où tout le monde en ressort gagnant !

L'expérience démontre plutôt que plus la pression est élevée sur les prix, plus les dérives sont fréquentes : on vient de le vivre avec le scandale des œufs contaminés. Si chaque maillon de la production doit encore baisser ses coûts, la tendance vers une économie d'échelle est renforcée, c'est-à-dire une maximisation de la production et de la rentabilité, ce qui implique une intensification des modes de productions : plus d'intrants pour les cultures, des espaces restreints pour les animaux... tel qu'on la vu dernièrement dans certaines porcheries.... Situation qui a révolté bon nombre de consommatrices et consommateurs ! Au final, cela mènera à une agriculture homogénéisée dans le sens que seules les grandes exploitations pourront survivre et elles n'auront d'autres rôles que celui de mettre à disposition de l'industrie des matières premières destinées à l'élaboration de produits standardisés. En conséquence, la palette de choix pour le consommateur sera réduite drastiquement.

Si nous poursuivons dans cette voie, c'est toute l'agriculture suisse et ses paysannes et paysans qui vont être sacrifiés. Aujourd'hui, ce sont 2 à 3 fermes qui disparaissent par jour. Dans la production laitière, nous sommes passés en 20 ans de 40 000 à 20 000 fermes !

La Confédération et les porteurs du contre-projet doivent vraiment se poser cette question : la population suisse est-elle prête à ne manger que des produits standardisés et/ou importés? Selon ce que nous voyons et entendons, pas du tout ! Alors certes, en ne favorisant que la compétitivité,

l'importation de matières premières toujours meilleur marché, la Confédération fera plaisir aux industriels, mais au détriment des consommatrices et consommateurs! Est-ce vraiment le bon choix à faire ?

L'Alliance estime qu'un changement de cap de nos politiques agricole et alimentaire est indispensable. La libéralisation des marchés à outrance, que claronne notre cher Johann Schneider-Amman se fait et se fera au détriment des populations, de notre peuple suisse et des personnes de ce monde. Le rapport du Conseil Fédéral indique que cela « *amènera des gains de prospérité pour l'ensemble de l'économie* ». Mais qu'est ce que cela signifie vraiment ? Que oui, une poignée : distributeurs, politiques, industriels, transformateurs vont continuer à s'enrichir au détriment des paysans, des employés, qui eux, vont continuer à trimmer pour toujours gagner moins et continuer à vivre indignement ! Est-ce le rôle du gouvernement de ne défendre qu'une partie de son peuple ?

C'est pourquoi l'Alliance s'engage à soutenir l'initiative pour la souveraineté alimentaire qui sera probablement soumise au vote en 2018. Celle-ci promeut une agriculture paysanne et solidaire, sans OGM et diversifiée. Elle vise à la production d'une alimentation saine et de proximité, dans un espace rural vivant, créateur d'emplois permettant des prix, des conditions de travail et des salaires justes tout en contribuant à un commerce international équitable.

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire a été fondée en septembre 2016 et elle réunit environ 250 organisations et personnes de mouvements agricoles, ecclésiastiques et sociaux.

Intervention de Rudi Berli, secrétaire Uniterre : « Le Conseil Fédéral dévoile ses véritables intentions »

Le bon sens nous dit que notre nourriture doit provenir d'une agriculture durable qui produit localement ce qui peut être produit localement.

C'est la base de la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire qui sont des concepts complémentaires. Mais le Conseil fédéral démantèle année après année l'agriculture paysanne au profit de l'industrie agroalimentaire. Qui accepterait que le Conseil Fédéral fixe le niveau des salaires suisses en fonction des salaires européens ? C'est pourtant ce que l'administration impose aux paysans et aux paysannes suisses. La Confédération détruit ainsi 6 places de travail et 3 fermes tous les jours en Suisse. Ce modèle va dans le mur !

Une agriculture durable ménage les ressources naturelles, elle respecte le bien-être des animaux et permet aux paysannes et aux paysans de vivre dignement. Une politique alimentaire tournée vers l'avenir doit favoriser une intensification écologique par une production paysanne durable et diversifiée. Nous avons besoin de plus de paysannes et de paysans en Suisse et d'une organisation du marché qui permet aux paysans et paysannes de vivre de leur production. De cette manière nous construirons la sécurité et la souveraineté alimentaire pour nous et les générations futures.

Aujourd'hui nous importons toujours plus de fourrages, les fermes se spécialisent et se mécanisent alors que les revenus agricoles sont de 33% inférieurs à la moyenne suisse et que les paysannes et les paysans travaillent 25% de plus que les salariés suisses. Les importations s'élèvent aujourd'hui 1 million de tonnes de fourrages, alors qu'il y a à peine 20 ans nous produisions encore en Suisse quasiment la totalité des fourrages utilisés.

La sécurité et la souveraineté alimentaire sont menacées en Suisse, mais aussi en Europe par des politiques publiques qui soumettent le marché à la domination des entreprises de l'industrie agroalimentaire.

La sécurité et la souveraineté alimentaire c'est donner la priorité aux circuits courts, une production et transformation transparente et locale et une distribution qui n'impose aucune domination sur le système alimentaire, mais qui joue son rôle d'intermédiaire entre la ville et les campagnes, entre les paysannes, les paysans et les consommatrices et consommateurs.

Nous attendons donc du Conseil Fédéral qu'il respecte enfin les textes de la Constitution, qu'il applique la loi sur l'agriculture et qu'il construise la sécurité et la souveraineté alimentaire. Les organisations des consommateurs et consommatrices ainsi que les organisations agricoles devront être très vigilantes quant aux applications qui découleront de l'acceptation du contre-projet sur la sécurité alimentaire qui laisse une grande marge d'interprétation dans l'élaboration des politiques alimentaires. Pour Uniterre, il faut ensuite inscrire la Souveraineté Alimentaire dans la constitution afin de garantir la production d'une alimentation saine et de proximité pour les consommatrices et les consommateurs, qui assure des prix, des conditions de travail et des salaires justes pour les paysans et employés agricoles, dans un espace rural vivant, créateur d'emplois.

Nous attendons du Conseil Fédéral qu'il assume sa responsabilité, qu'il se montre innovant et courageux pour mettre en place un système alimentaire d'avenir pour répondre aux défis du 21^e siècle.

Uniterre est une association paysanne qui défend une agriculture paysanne de proximité, contractuelle, diversifiée et nourricière, qui préserve les ressources naturelles et le savoir-faire aujourd'hui et pour les générations futures.

Pressemappe

Bundesrat gegen die Ernährungssicherheit: Stellungnahme von Uniterre und der Allianz für Ernährungssouveränität

Pressekonferenz 7. September 2017

Stellungnahmen:

- Pierre-André Tombez, Präsident der Allianz für Ernährungssouveränität:
« Gegenentwurf zur Ernährungssicherheit: Bedenken sind begründet » (FR)
- Rudi Berli, Sekretär Uniterre : « Der Bundesrat zeigt seine wahren Absichten » (DE)

Stellungnahme von Pierre-André Tombez, Präsident der Allianz für Ernährungssouveränität: « Gegenentwurf zur Ernährungssicherheit: Bedenken sind begründet »

Die Allianz für Ernährungssouveränität hat an ihrer Generalversammlung vom 23. August in Bern beschlossen, den Gegenentwurf zur Ernährungssicherheit Massnahmen abzulehnen, aufgrund der Bedenken zu den Absätzen c) und d), die weiter unten erläutert werden. Doch zu diesem Zeitpunkt war die Stellungnahme des Bundesrates zum Postulat 15.3928 « **Massnahmen gegen eine Deindustrialisierung in der Lebensmittelbranche** » noch nicht erschienen.

Absatz c) fordert « eine auf den Markt ausgerichtete Land- und Ernährungswirtschaft ». Welchem « Markt » muss man sich unterordnen? Der heutige Inlandmarkt ist ein Oligopol, gebildet aus zwei Grossverteilern, die 80 % der Marktanteile beherrschen und für Bäuerinnen, Bauern und landwirtschaftlichen Angestellten nur Krümel überlassen. Diesen Markt sollen wir bedienen?

In seinem Bericht vom 30. August bekennt der Bundesrat Farbe, hier am Beispiel der Zuckerproduktion: « *Die Analyse lässt den Schluss zu, dass das durch den Grenzschutz bedingte hohe Preisniveau der Agrarrohstoffe in der Schweiz eine zentrale Herausforderung für die Wettbewerbsfähigkeit des lebensmittelverarbeitenden Sektors darstellt, dies zusätzlich zu den die ganze Industrie betreffenden hohen sonstigen Faktorkosten in der Schweiz und der Frankenstärke. (...) **Zur Steigerung der Wettbewerbsfähigkeit ist die Zuckerwirtschaft gefordert, vom Zuckerrübenanbau über den Transport bis zu Verarbeitung die durchschnittlichen Kosten je produzierte Einheit zu reduzieren.** »*

Der Bundesrat hat eindeutig gewählt, welchen Markt er bevorzugt, nämlich denjenigen der Wettbewerbsfähigkeit, des Liberalismus bis zum Geht-Nicht-Mehr. Bäuerinnen, Bauern und Landarbeitende werden weiterhin geopfert.

Absatz d) fordert « grenzüberschreitende Handelsbeziehungen, die zur nachhaltigen Land- und Ernährungswirtschaft beitragen ». Der Bundesrat interpretiert dies in seinem Bericht wie folgt: « eine massvolle und schrittweise Öffnung des schweizerischen Lebensmittelmarkts für Importe kann zudem nicht nur eine Steigerung der Wettbewerbsfähigkeit der inländischen Industrie, sondern auch Wohlfahrtsgewinne für die gesamte Volkswirtschaft zur Folge haben. » Wie ist es möglich, einen „Beitrag zur nachhaltige Land- und Ernährungswirtschaft“ so zu interpretieren? Wie können wir einen fairen Handel aufbauen, bei dem die Bäuerinnen und Bauern auf der ganzen Welt vergleichbare Einkommen zum Rest der Gesellschaft erhalten, wenn wir weiterhin blind in Richtung Liberalisierung und Freihandel rasen, wo dieses Wirtschaftsmodell doch seit Jahrzehnten nur erreicht hat, dass die Preise auf Kosten von Gesellschaft und Umwelt gesenkt werden, während die bäuerliche Landwirtschaft verschwindet? Mehr Markt ist nicht mit Nachhaltigkeit vereinbar. Die Allianz für Ernährungssouveränität spricht sich nicht gegen den Handel aus, aber sie hält fest, dass sich dieser durch mehr Kooperation entwickeln muss, nicht durch Wettbewerb. Der Bundesrat hingegen spricht nur von Wettbewerb... und wir kennen keinen einzigen Fall, wo die gesamte Volkswirtschaft davon profitiert hätte!

Die Erfahrung zeigt viel eher, dass der Preisdruck zu immer verrückteren Auswüchsen führt: der Skandal mit den kontaminierten Eiern ist uns noch frisch in Erinnerung. Wenn jedes Glied in der Produktionskette die Kosten noch stärker senken muss, wird sich die Tendenz zu Skaleneffekten verstärken, d. h. Produktions- und Rentabilitätsmaximierung, was wiederum eine Intensivierung der Produktionsmethoden nach sich zieht: mehr Betriebsstoffe für Kulturen, kleinere Flächen für Tiere... wie kürzlich in gewissen Schweineställen gesehen... Konsumentinnen und Konsumenten sind über solche Auswüchse empört! Im Endeffekt führt dies zu einer homogenen Landwirtschaft, weil nur die Grossen überleben werden und ihre Rolle darin bestehen wird, der Industrie die nötigen Rohstoffe für die Herstellung von standardisierten Produkten zur Verfügung zu stellen. IN letzter Konsequenz wird dies zu einer drastisch reduzierten Auswahl für die Endkunden führen. Wenn wir diesen Weg weitergehen, wird die Schweizer Landwirtschaft und ihre Bäuerinnen und Bauern geopfert. Heute verschwinden 2 bis 3 Bauernhöfe pro Tag. In der Milchproduktion sind innert 20 Jahren 20 000 Bauernhöfe verschwunden (von 40 000 auf 20 000)!

Der Bund und die Befürworter des Gegenentwurfs stellen sich diese Frage offenbar nicht: ist die Schweizer Bevölkerung bereit, nur noch standardisierte und/oder importierte Produkte zu essen?

In unserem Bekanntenkreis ist dies absolut nicht der Fall! Klar, wenn der Bund immer nur die Wettbewerbsfähigkeit fördert, billige Rohstoffe einführt und die Preise drückt, wird dies den Industriellen gefallen, nicht aber den Endkunden! Ist das wirklich eine gute Wahl?

Die Allianz hält fest, dass eine Wende unserer Agrar- und Ernährungspolitik notwendig ist. Die Liberalisierung bis zum Geht-Nicht-Mehr, die unser lieber Johann Schneider-Ammann vertritt, geschieht weltweit auf Kosten der Bevölkerung, auch in der Schweiz. Der Bericht des Bundesrates verspricht « *Wohlfahrtsgewinne für die gesamte Volkswirtschaft* », was heisst das genau ? Dass sich eine Handvoll Verteiler, Politiker, Industrieller und Verarbeiter weiterhin auf Kosten der Bauern und der Angestellten bereichert? Weil jene der Wettbewerbsfähigkeit zuliebe immer weniger verdienen? Ist das die Rolle, welche die Regierung spielen soll – nur einen Teil der Bevölkerung vertreten?

Die Allianz für Ernährungssouveränität unterstützt die Initiative für Ernährungssouveränität, die voraussichtlich 2018 zur Abstimmung kommt. Sie fordert eine bäuerliche, solidarische und vielfältige Landwirtschaft ohne Gentechnik. Sie schützt und fördert die Produktion von gesunden, regionalen Nahrungsmitteln in einem lebendigen ländlichen Raum, der Arbeitsplätze schafft, gerechte Preise, gute Arbeitsbedingungen und anständige Löhne ermöglicht und einen fairen internationalen Handel unterstützt.

Die Allianz für Ernährungssouveränität wurde im September 2016 gegründet und vereint rund 250 Organisationen und Personen aus landwirtschaftlichen, kirchlichen und sozialen Bewegungen.

Stellungnahme von Rudi Berli, Sekretär Uniterre : « Der Bundesrat zeigt seine wahren Absichten »

Der gesunde Menschenverstand sagt uns, dass unsere Nahrung aus einer bäuerlichen Landwirtschaft kommen muss, welche regional produziert, was regional produziert werden kann. Das ist die Grundlage der Ernährungs-Sicherheit und Souveränität.

Doch der Bundesrat zerstört Jahr um Jahr die bäuerliche Landwirtschaft zu Gunsten der Agro- und Ernährungsindustrie. Wer würde es akzeptieren, dass der Bundesrat die schweizerischen Löhne an die europäischen Löhne angleicht? Das aber macht die Verwaltung mit den Schweizer Bäuerinnen und Bauern. So zerstört der Bund täglich 6 Arbeitsplätze und 3 Bauernhöfe in der Schweiz. Dieses Modell führt in die Sackgasse!

Eine nachhaltige Landwirtschaft schont die natürlichen Ressourcen, sie respektiert das Tierwohl und erlaubt den Bäuerinnen und Bauern ein würdiges Leben. Eine zukunftsgerichtete Ernährungspolitik fördert eine ökologische Intensivierung mit einer bäuerlichen, vielfältigen Produktion. Wir brauchen mehr Bäuerinnen und Bauern und eine Marktgestaltung, welche es den Bäuerinnen und Bauern erlaubt, von ihrer Produktion zu leben. So bauen wir die Ernährungs-Sicherheit und Souveränität für uns und die zukünftigen Generationen auf.

Heute importieren wir immer mehr Futtermittel, die Bauernhöfe spezialisieren und mechanisieren sich, während das bäuerliche Einkommen 33 % unter dem Schweizer Durchschnitt liegt und die Bäuerinnen und Bauern dazu noch 25 % mehr als die Schweizer Angestellten arbeiten. Die Futtermittelimporte wiegen heute 1 Million Tonnen. Dabei haben wir vor knapp 20 Jahren noch fast alle benötigten Futtermittel in der Schweiz produziert.

Nicht nur in der Schweiz, sondern in ganz Europa stellt die öffentliche Politik den Markt unter die Kontrolle der Unternehmen der Nahrungsmittelindustrie und bedroht so die Ernährungssicherheit und die Ernährungssouveränität.

Ernährungs-Sicherheit und Souveränität bedeutet Vorrang für kurze Kreisläufe, transparente, regionale Produktion und Verarbeitung sowie Verteiler, welche dem Ernährungssystem kein Diktat aufdrücken, sondern die Rolle eines Verbindungsgliedes zwischen Stadt und Land, zwischen Bäuerinnen, Bauern, Konsumentinnen und Konsumenten wahrnehmen.

Wir erwarten vom Bundesrat, dass er endlich den Verfassungstext respektiert, dass er das Landwirtschaftsgesetz umsetzt und die Ernährungs-Sicherheit und Souveränität aufbaut. Grosse Aufmerksamkeit wird von den Konsumentenschutz- und den bäuerlichen Organisationen bei der Umsetzung nach der Annahme des Gegenvorschlags zur Ernährungssicherheit, welcher einen grossen Interpretationsspielraum offenlässt, gefordert. Für Uniterre muss danach die Ernährungssouveränität in die Verfassung, um eine gesunde regionale Versorgung für die Konsumentinnen und Konsumenten zu garantieren. Die Preise müssen den Bäuerinnen, Bauern und Angestellten faire Arbeitsbedingungen und Einkommen sichern und so ein lebendiges Landleben und Arbeitsplätze schaffen.

Der Bundesrat soll Verantwortung übernehmen, sich innovativ und wagemutig zeigen, um ein zukunftsgerichtetes Ernährungssystem, welches sich den Herausforderungen des 21. Jahrhunderts stellt, umzusetzen.

Uniterre ist eine bäuerliche Organisation, welche sich für eine bäuerliche und regionale Landwirtschaft, für Vertragslandwirtschaft und für eine gesunde Ernährungsgrundlage einsetzt, um unsere natürlichen Ressourcen und unser Wissen für die zukünftigen Generationen zu erhalten.

Contacts presse/ Pressekontakte

Pierre-André Tombez, Président de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire - 079 634 54 87 (F/d)
Rudi Berli, Secrétaire syndical d'Uniterre – 078 707 78 83 (D/f)